
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXV.

Du Samedi 24 Octobre 1789.

APRÈS la lecture du procès-verbal de la séance précédente, & de différentes adresses portant adhésion aux décrets de l'assemblée nationale, M. Camus, l'un des quatre membres nommés pour examiner avec M. le président & MM. les secrétaires, les dépenses des différens bureaux, & faire les réformes nécessaires, a rendu compte à l'assemblée du travail qui avoit été fait à cet égard, & des nouvelles dispositions sur cet objet: en conséquence il a été arrêté qu'on diminueroit le nombre des secrétaires ou commis, & l'assemblée a adopté les dispositions très-économiques qui lui ont été présentées.

On s'étoit déjà occupé, dans les dernières séances tenues à Versailles, de ces infortunés que le despotisme ministériel appelloit *criminels d'état*, pour avoir le droit de les engloûir dans les *bastilles* qui effrayent encore le royaume. On avoit fortement réclamé *liberté & justice*

Tome III.

M m

pour les innocens présumés, privés de l'un & l'autre de ces droits, éloignés de leurs parens, de leurs amis, & perdus pour la société sans formes légales, & plus souvent encore sans motifs; leurs cris douloureux rétentissent depuis long-temps dans tous les cœurs, & les auteurs de la déclaration des droits de l'homme & du citoyen ne doivent pas cesser un moment de les entendre. M. de Dertan a rappelé à l'assemblée que la motion relative aux prisonniers & aux prisons d'état ayant été ajournée, il falloit s'informer incessamment des motifs de leur détention; il a demandé qu'il fût nommé quatre commissaires chargés de se faire remettre la liste de tous les prisonniers détenus par des ordres arbitraires, & des motifs de leur captivité, pour en rendre compte à l'assemblée.

Cette motion a été adoptée avec un empressement auquel l'humanité a applaudi; & les commissaires vont être nommés. Puissé ce décret préparatoire pénétrer jusqu'au fond de ces abîmes politiques, y suspendre un instant les douleurs, & y faire luire un rayon d'espérance!.....

On a déjà vu qu'un événement malheureux, arrivé à Alençon, avoit fait naître des soupçons & causé des alarmes aux bons citoyens, sur les dispositions d'une compagnie des chasseurs de Picardie. Des explications ont rapproché les esprits & calmé la fermentation; une lettre écrite par les districts, les volontaires nationaux, le commandant, & les chasseurs de Picardie, ne laissent plus de doutes sur la reconciliation la plus sincère & la plus touchante; ils demandent tous que la procédure soit anéantie, & que, si quelques-uns d'entr'eux sont tombés dans l'erreur, le sujet en soit ignoré.

L'assemblée, qui ne desiré que l'union des Français & la paix publique, & qui se plaît à ignorer qu'il y ait des coupables, a adopté unanimement le vœu énoncé dans la

lettre des citoyens de la ville d'Alençon & des militaires du régiment de Picardie.

On a réclamé la sanction du décret rendu à Versailles, concernant la nouvelle forme de nomination des députés & des suppléans. M. le président s'est chargé de la demander au plutôt.

Les députés de la province d'Anjou ont demandé d'être entendus dans la séance d'aujourd'hui pour une affaire d'une grande importance, ce qui leur a été accordé.

Nous avions désiré, dans le précédent n°. que le vieillard des montagnes de la Franche-Comté fût reçu dans l'assemblée nationale, à la manière des anciens; nous avons vu avec plaisir notre vœu rempli, & cet exemple peut servir à prouver que la régénération de l'empire, fera aussi celle des mœurs. Aussi-tôt qu'il a été annoncé, M. Nerac a demandé que, par respect pour la vieillesse, tous les membres de l'assemblée voulussent bien se lever quand le vénérable député du Mont-Jura paroîtroit devant elle. De telles motions n'ont pas besoin d'être délibérées. Le bon vieillard s'est présenté, les membres de l'assemblée se sont levés, & cet homme extraordinaire, qu'on pourroit appeller le doyen des hommes, qui a vu trois règnes si différens, est venu s'asseoir au milieu des législateurs; l'assemblée a désiré qu'il se couvrit; égard justement dû à son grand âge!

M. le président a lu son extrait de baptême traduit du latin & daté du 10 novembre 1669, de Saint-Sauverain des montagnes en Franche-Comté. Son nom est Jean, fils de Jean-Claude Jacob.

« La providence semble l'avoir conservé pour être le témoin de la liberté naissante & de la régénération de sa patrie, a dit un des membres de l'assemblée; que pouvons-nous faire pour lui? Le roi, à qui il a été pré-

senté, lui a donné une pension de 200 livres pour subvenir à ses besoins ; & c'est-là un citoyen qui a été utile jusqu'à l'âge de 108 ans, pourquoi n'ouvririons-nous pas une souscription patriotique en sa faveur ?

Cette demande a été adoptée aussi-tôt, & M. de Virieux a été chargé d'en recevoir le produit.

M. le président a proposé, au nom de M. de la Cronide, auteur d'un traité de l'éducation nationale, que le vieillard fût transféré dans l'établissement de la société libre d'émulation, où il seroit servi par les orphelins de ceux qui sont morts à la Bastille. Le respect de la vieillesse seroit pour eux une leçon de tous les instans.

« Il n'y a pas de chaînes de roses, a dit M. le vicomte de Mirabeau ; je demande qu'il jouisse de sa liberté ».

Au moment que cet homme respectable, qui a assisté quelque temps à la séance, alloit se retirer, M. le président lui a dit : « L'assemblée desire que vous jouissiez long-temps du spectacle de votre patrie parfaitement libre ». C'est ainsi qu'avec les mœurs des Athéniens, les Français se sont conduits comme des Spartiates.....

M. le comte de Praslin a lu une délibération des officiers du régiment de Lorraine, & une autre des bas-officiers du même régiment ; les premiers ont fait un don patriotique de six mille sept cents soixante-cinq livres, d'un mois d'appointemens ; les seconds ont sacrifié à la chose publique six cent douze livres, en raison de leur haute paye, regrettant beaucoup de ne pouvoir faire un plus grand sacrifice ; les soldats de ce régiment n'ont pas été simples spectateurs de cet acte de patriotisme. « Nous sommes trop pénétrés, disent-ils, dans leur délibération, des malheureuses circonstances de l'état, & nous ne cesserons de concourir au rétablissement de l'ordre public. » Ils ont

contribué en même temps d'une somme de neuf cents livres, qui est un véritable sacrifice de la part des citoyens qui ont à peine de quoi fournir à leur existence par la modicité de leur paie. On a vivement applaudi, & M. de Menou a demandé que l'assemblée fit écrire une lettre de remerciement à MM. les officiers & soldats de Lorraine; MM. le duc de la Rochefoucault & le comte de Crillon ont observé que dans de pareilles circonstances, l'assemblée avoit autorisé son président à remercier le régiment du maréchal de Turenne, & que le même honneur étoit bien dû au régiment de Lorraine.

Si tous les individus de l'armée partageoient les mêmes sentimens, il auroit été sans doute inutile de s'occuper d'une motion que M. le duc d'Aiguillon a proposée pour faire ordonner que les ordonnances militaires seroient exactement observées, jusqu'à ce que l'assemblée nationale ait statué sur la nouvelle constitution militaire; M. d'Aiguillon a observé, en faisant cette motion, que ces ordonnances n'étoient point celles du conseil de la guerre, qu'elles avoient été modifiées. « Le temps n'est plus, ajoutoit-il, où le despotisme puisse espérer d'employer à son gré les forces militaires; les troupes ont prêté le serment qui les unit à la patrie & l'expérience a prouvé qu'ils en sont les défenseurs.

Plusieurs membres ont demandé que cette motion fût ce renvoyée au comité militaire, qui a été ordonné.

Trois députés de Rennes, MM. Savestre, Gogier & Godet sont venus présenter une adresse dont on n'a pas encore rendu compte.

Quelques membres vouloient interrompre l'ordre du jour pour continuer la discussion des municipalités; mais on a rappelé un décret antérieur qui consacroit aux affaires de finance, le vendredi & le samedi; on a donc repris

M m 2

les débats sur la question de la propriété des biens ecclésiastiques.

« La religion est notre vrai trésor, a dit M. l'évêque de Clermont, & nous ne regardons les biens temporels utiles, que pour son maintien & sa propagation; ce n'est pas nous qu'il faut envisager; si nos jouissances individuelles nous sont aussi légitimement acquises que celles des autres citoyens, nous pouvons sacrifier tout ce que le patriotisme peut exiger; je remplis le devoir de citoyen en disant que la nation, en prenant les biens ecclésiastiques, ne feroit que substituer une charge perpétuelle à une charge momentanée. Je remplis le devoir d'évêque, en disant que cette aliénation peut porter atteinte à la religion. Il n'y a point de religion sans ministre, ni ministre sans subsistance, ni subsistance sans des secours ou des moyens réels. Les pères des pauvres deviendroient les oppresseurs des peuples en nécessitant les charges publiques. Ne nous seroit-il pas permis d'ailleurs d'avoir des inquiétudes pour l'avenir? Les biens ecclésiastiques sont un dépôt qui nous est confié; si la force les enlève, nous aurons le témoignage que, ni le respect humain, ni la terreur, n'auront pas arrêté notre opinion dans des circonstances aussi difficiles. Au surplus, je fais des vœux pour que l'on mette la subsistance des curés au taux le plus élevé.

M. Dupont, après avoir parlé des troubles, & de l'indiscipline qui régnaient actuellement dans les monastères, a dit qu'il étoit nécessaire de publier les principes de l'assemblée, puisqu'on prétendoit que la force & l'injustice s'emparaient des biens ecclésiastiques. Il a distingué la propriété de l'administration; « jouir pour soi, disoit-il, c'est être propriétaire; jouir pour donner à autrui, c'est être administrateur; or, après la subsistance, les biens ecclésiasti-

ques sont aux pauvres. Si la nation se met à la place du clergé, si elle emploie ses fonds pour le même objet, si elle remplit le but des fondations, ne va-t-elle pas au soulagement des peuples? Les fondateurs n'ont donné que pour l'utilité générale, & la nation ou les corps qui malheureusement étoient sa seule représentation, intervenoient pour y consentir, après avoir examiné si la fondation étoit utile ou non. On vous a parlé des créanciers de l'état, mais il s'agit encore plus du soulagement des campagnes, par l'abolition de la gabelle; ce n'est pas l'intérêt des créanciers de l'état, vous avez désiré que les différens droits sur la procédure soient supprimés. Cet article forme au parlement de Paris seulement, dix à onze millions; il en faudra de quinze à vingt millions pour la suppression de ce droit; les fondations publiques exigent un homme qui s'y dévoue tout entier; il faudra trouver des moyens pour les dédommager du travail; cinq ou six millions seront nécessaires pour les nouveaux juges; il faudra donc les lever sur les peuples si l'on ne veut pas les biens ecclésiastiques. Toutes les pensions ne peuvent pas être réduites, il en est de justes, & d'autres qu'on ne peut réduire sans une extrême sévérité; enfin il faut pourvoir aux moyens de rembourser les charges de judicature.

Vous trouverez toutes ces ressources dans les biens ecclésiastiques. Ce n'est pas pour moi que je parle, a ajouté M. Duport, je prie l'assemblée d'agréer l'offrande que je fais à la nation de la finance de ma charge de conseiller au parlement de Paris; M. Duport a fait ainsi un don de soixante mille livres, qui a été infiniment applaudi; bel exemple donné à la magistrature.

M. l'évêque d'Autun, malgré la hardiesse de sa motion, étoit resté à moitié chemin. Ses principes sur les biens

du clergé devoient naturellement le mener à demander l'aliénation des biens de gens de main-morte & des domaines de la couronne, comme celle des domaines ecclésiastiques; c'est M. Thouret qui a eu la gloire de tirer du principe toutes ses conséquences. « Il faut distinguer, a-t-il dit, les individus & les corps; ils diffèrent par l'étendue de leurs droits & par l'exercice de la loi; les individus existent avant la loi, ils ont des droits que la loi protège & assure; c'est le droit de propriété; les corps n'existent que par la loi, & ils n'ont aucun droit réel par eux-mêmes; ils ne sont que des abstractions que la nation peut détruire ou modifier à son gré; elle peut examiner s'il est utile qu'ils conservent les jouissances, & jusqu'à quel point; la loi peut ne pas leur accorder le droit de posséder des propriétés foncières, comme elle lui défend d'acquérir; la même raison qui fait que la suppression d'un corps n'est pas homicide, fait aussi que la défense de posséder n'est pas une injustice.

« Or, ce décret importe à l'intérêt social sous deux points de vue. 10. Avantages publics pour les fonds de terre; 20. avantages publics pour les corps eux-mêmes. Une nation immense est nécessaire à étendre les propriétés, & à les diviser. La France étant agricole doit tourner toutes ses vues vers son sol; il lui importe de donner à la terre des propriétaires réels & non des propriétaires fictifs; des usufructiers ennemis naturels de la propriété, ou des administrateurs qui s'y intéressent peu; la France tirera plus de profit de son sol, & les corps seront plus utiles à la chose publique; ils ne peuvent être introduits & conservés que pour l'utilité générale, & la dotation en propriété est la cause qu'ils diminuent cette même utilité.

Parmi les collèges, les hôpitaux, les hôtels-de-ville, quelques-uns sont à charge au trésor public; dans quelques-

autres , la dépense a augmenté , & non le revenu foncier. Il faudroit anéantir pour eux la propriété , la convertir en capitaux ; l'intérêt seroit plus considérable , & l'économie d'administration , des fraix de régie , & des bâtimens seroit certaine.

« Dans le clergé régulier , l'établissement des abbayes & des prieurés a été dénaturé par la commande. Les bénéfices simples sont sans utilité publique , n'exigeant pas même la résidence.

« Quant aux fondations , que diroient leurs auteurs , s'ils voyoient les monastères dépouillés par des séculiers , & des titres conservés sans secours religieux , sans maison conventuelles ? C'est ainsi que les grands biens sont détournés de leur destination.

M. Thouret ajoutoit : « Lorsque le clergé a été interdit d'acquérir des immeubles , on n'a point violé les droits naturels comme contre un particulier. A l'égard des titulaires , ils ont droit à la jouissance , non à la propriété ; non à la totalité des revenus , mais à la partie suffisante pour leur subsistance. »

Passant ensuite aux domaines du roi ou de la couronne , M. Thouret disoit , avec raison , qu'ils sont les biens de la nation , sur-tout lorsqu'elle se charge de pourvoir par des subsides au paiement de la liste civile , & aux autres frais du gouvernement. La nation peut , par l'autorité du pouvoir constituant , retirer à elle les biens-fonds qui sont sans propriétaires réels , & les faire rentrer dans les familles , en consultant la faveur des circonstances ; l'intérêt national est au-dessus de toutes les règles. C'est d'après ces principes , dont l'assemblée a ordonné l'impression , que M. Thouret a proposé un projet de décret , en ces termes :

1°. Que le clergé & tous les corps ou établissemens de main-morte sont dès-à-présent & seront perpétuellement

incapables d'avoir la propriété d'aucuns biens-fonds ou autres immeubles.

2°. Que tous les biens de cette nature, dont tout le clergé & les autres corps de main-morte ont la possession actuelle, sont, de ce moment, à la disposition de la nation, & qu'elle se charge de pourvoir à l'acquit du service & aux charges des établissemens, suivant la nature des différens corps, & le degré de leur utilité publique.

3°. Que la nation peut disposer aussi des domaines de la couronne, soit en les hypothéquant, en les aliénant, en exceptant seulement l'aliénation des forêts, s'il paroît plus avantageux de les conserver, & que l'administration des biens domaniaux, situés en chaque province, sera confiée aux assemblées provinciales qui vont être établies.

4°. Qu'il sera avisé, dans le cours de cette session, aux moyens de tirer successivement, de toutes les propriétés, d'abord le parti le plus avantageux aux établissemens dignes de la protection publique, & d'appliquer ensuite l'excédent de leurs valeurs au rétablissement des finances de l'état.

M. l'évêque d'Uzès a tâché de réfuter une grande partie des objections, & de ce qu'il appelloit des sophismes de finance; il a fait voir que si tout corps est un individu politique, la société entière est de la même nature; l'un & l'autre sont des collections d'individu. Il a fait voir que s'il arrivoit des guerres, des dissensions intestines, les biens ecclésiastiques étant aliénés, on ne pourroit rien demander aux propriétaires déjà accablés. Il a annoncé que les calculs faits sur les biens ecclésiastiques, par ceux qui parlent de destruction, étoient faux; que si la masse des dettes du clergé étoit connue, celles des diocèses, des religieux & des maisons particulières étoient une masse ignorée. Que la conquête de ces biens n'étoit

pas un avantage pour la génération actuelle, les titulaires ayant le droit de jouir, & les religieux de subsister; que cet envahissement n'étoit ni juste ni utile pour les générations à venir; il a beaucoup fait valoir le droit de chaque propriétaire, usufruitier incommutable, qu'il étoit inique de dépouiller; que l'idée de rendre les biens à la circulation du commerce, étoit peu solide, puisqu'il y avoit dans ce moment plus de six mille terres à vendre dans le royaume, & que les mutations étoient moins fréquentes par les ventes que par les vacances des bénéfices. Enfin, après avoir présenté les dangers de franchir les bornes de la propriété, & d'arriver à la loi agraire, M. l'évêque a parlé des grands sacrifices que les députés du clergé pouvoient faire personnellement à la patrie, & il a conclu à ce que l'assemblée ne délibérât pas sur la propriété des biens ecclésiastiques.

M. Freichard a pris ensuite la parole. Ses raisonnemens étoient aussi pressans que lumineux; il a réfuté le clergé par la doctrine de M. l'abbé Fleuri, & par les cahiers des états de Pontoise.

M. l'abbé Grégoire, M. de Custine, M. Chasset & M. Bureau de Passy ont occupé le reste de la séance.

M. l'abbé Grégoire desiroit que l'on dorât les cures en biens-fonds; il avoit exposé auparavant les réclamations de de la Lorraine & de quelques autres provinces.

M. de Custine desiroit que le roi ne nommât plus aux évêchés ni autres bénéfices vacans; jusqu'à ce que la nation eût statué sur cet objet, & que le roi fût prié d'ordonner aux ecclésiastiques, absens du royaume, d'y rentrer dans deux mois, sous peine de saisie de leurs revenus, qui seroient versés dans la caisse nationale.

M. Chasset a proposé un décret portant, que les biens possédés par le clergé & ceux destinés aux établissemens

publics, appartiennent à la nation, qui peut les appliquer au bien public dans tous les temps, & de la manière qu'elle jugera à propos.

M. de Pafi propoisoit de diviser la motion de M. de Mirabéau, & qu'avant de déclarer la propriété des biens ecclésiastiques en faveur de la nation, il fût nommé des commissaires qui présenteroient un tableau exact des revenus des biens & des charges du clergé.

La discussion devant être continuée aujourd'hui, M. de Saint-Fargeau, membre du comité des rapports, a dit, qu'à la suite des troubles survenus dans la ville de Gien, le peuple avoit menacé les jours du sieur Couet, & l'avoit forcé à déposer à l'hôtel-de-ville une somme de 37267 liv. pour le paiement des uniformes de la milice nationale. De pareils excès méritent sans doute d'être réprimés au plutôt. L'assemblée a rendu à la conséquence le décret suivant :

« L'assemblée nationale a déclaré & décidé que l'affaire sera renvoyée au pouvoir exécutif, & que M. le président fera chargé d'écrire à la municipalité de la ville de Gien pour l'en informer, & l'instruire que le pouvoir exécutif a été invité à prendre les mesures les plus efficaces & les plus promptes pour prévenir de semblables excès, ensemble pour assurer au plutôt la restitution de la somme de 37267 livres, remises entre les mains de la municipalité de la ville, & dont le dépôt est l'effet des menaces & de la violence. »

L'affaire de la municipalité de Pezenas, rapportée par M. Fermond, a été ajournée d'après les judicieuses observations de MM. Goudeil & Target.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os} 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.